

CUBA :

Une transition entre défis économiques, hostilité des États-Unis et incertitudes régionales

PAR
Christophe VENTURA
Directeur de recherche à l'IRIS

Septembre 2019

Note de conjoncture réalisée par l'IRIS pour le compte de l'Agence française de Développement.

Les analyses et conclusions de cette note sont formulées sous la responsabilité de son auteur. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence française de Développement.

NOTE DE CONJONCTURE



« *La tâche fondamentale de la Révolution aujourd'hui est l'économie* »¹. Prononcée le 17 juin 2019 dans son discours devant l'Association nationale des économistes et des comptables, cette phrase du nouveau président cubain Miguel Diaz-Canel, élu le 19 avril 2018 par l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (ANPP) pour un premier mandat de cinq ans, résume, selon les autorités du pays, le principal enjeu de la période pour Cuba. Elle fait écho à celle formulée le 10 avril 2019, jour de l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution du pays, par le premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba (PCC), Raul Castro : « *Il est nécessaire que nous soyons en alerte et conscients du fait que nous rencontrons des difficultés additionnelles et que la situation [économique] pourrait s'aggraver dans les prochains mois.* »

UN NOUVEAU PAYSAGE POLITIQUE EN COURS DE RECOMPOSITION

Cette période se caractérise par plusieurs dynamiques entremêlées. Sur le plan politique intérieur, Cuba poursuit sa transition amorcée avec le passage de relai progressif du pouvoir entre Raul Castro et Miguel Diaz-Canel. Adoptée le 13 juillet 2019 dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions prévues par la nouvelle Constitution du pays (approuvée par référendum le 24 février 2019 en remplacement de celle de 1976 et entrée en vigueur le 10 avril 2019)², une nouvelle loi électorale introduit plusieurs aménagements institutionnels et précise les contours des nouveaux équilibres des pouvoirs cubains. Dans le cadre d'un « *État socialiste* » (article 1 de la Constitution) - un « *système socialiste (...) irrévocable* » (article 4) - où le **PCC est le parti unique et la « force politique dirigeante supérieure de la société et de l'État »** (article 5), elle prévoit la mise en place d'une nouvelle institution chargée d'organiser les différentes élections territoriales et consultations nationales. Ce Conseil électoral national est composé de 21 membres désignés par l'Assemblée nationale ou le Conseil d'État. L'Assemblée nationale passe de 605 à 474 sièges du fait d'une réforme des circonscriptions. Le Conseil d'État - organe exécutif qui exerce notamment le pouvoir législatif entre les deux sessions annuelles de l'Assemblée nationale et dont les membres, également députés, sont élus par cette dernière - passe de 31 à 21 membres. Cependant, ces dispositions n'entreront en vigueur qu'à la fin de la législature actuelle.

La Constitution modifie la physionomie du pouvoir exécutif. Elle prévoit que le président du Conseil d'État et du Conseil des ministres (actuellement Miguel Diaz-Canel) devienne président de la République de Cuba. S'il cumulait jusque-là les fonctions de chef d'État et de gouvernement, le président de la République, élu pour un mandat de cinq renouvelable une fois, ne sera formellement plus le chef du gouvernement³. De plus, élu par l'Assemblée nationale, il devra en être impérativement membre pour pouvoir se présenter, contrairement à ce qui était le cas auparavant. Dans le même temps, la Constitution réintroduit la fonction de Premier ministre supprimée en 1976. Nommé par l'Assemblée sur proposition du président de la République, ce

¹ Site de la présidence : <https://www.presidencia.gob.cu/es/noticias/discurso-pronunciado-en-la-clausura-del-viii-congreso-de-la-asociacion-nacional-de-economistas-y-contadores-de-cuba-1/>

² Le principal mandat de la IX législature de l'Assemblée nationale (2018-2023) dont la troisième session ordinaire s'est achevée le 13 juillet 2019 avec l'adoption de la loi électorale, de la loi sur les symboles nationaux et de celle sur la pêche, consistera à traduire en lois toutes les dispositions prévues par la nouvelle Constitution.

³ Le candidat est astreint à une limite d'âge fixée à 60 ans pour pouvoir se présenter lors de sa première élection.

dernier devient le chef du gouvernement (le Conseil des ministres étant défini comme l'« *organe exécutif et administratif majeur* » de la République) pour une durée de cinq ans. Il est responsable devant l'Assemblée nationale et le président de la République.

Les équilibres du nouveau gouvernement ne seront pas stabilisés avant la fin de l'année 2019. Ainsi, selon le président de l'Assemblée nationale Esteban Lazo, le nouveau président (Miguel Diaz-Canel) sera formellement élu dans ses nouvelles fonctions en octobre et le Premier ministre désigné en décembre.

Dans ce schéma, bien que moins exposé, l'ancien président Raul Castro conserve toutefois une position prépondérante en tant que premier secrétaire du PCC. Ce n'est qu'en 2021 que devrait lui succéder Miguel Diaz-Canel qui finaliserait alors son processus d'accession complète au pouvoir.

Les évolutions institutionnelles prévues par la nouvelle Constitution confèrent un rôle plus fort à l'Assemblée nationale. Cette dernière est directement représentée à tous les échelons du pouvoir exécutif et acquiert même le pouvoir de révoquer ou destituer le président.

Cette reconfiguration générale des équilibres internes des pouvoirs cubains répond à un objectif principal : s'adapter à la disparition de la fonction stabilisatrice et d'arbitrage politique que constituait dans le système de pouvoir national le *leadership* de Fidel Castro, puis de Raul Castro. **Il s'agit désormais de recomposer ce système en y renforçant la cohésion du corps dirigeant par la consolidation de la collégialité des décisions et la représentation de la diversité des sensibilités politiques existantes.** Et ce, tandis que le pays poursuit son délicat et incertain chemin vers l'« *actualisation* » de son « *modèle économique* » selon la formule de Raul Castro, entamée en 2008.

LES DÉFIS POLITIQUES D'UNE MUTATION ÉCONOMIQUE

Au-delà des changements institutionnels, la nouvelle Constitution formule et assoit les bases juridiques permettant d'accompagner les mutations économiques en cours. Elle adapte la loi fondamentale du pays à plusieurs transformations profondes qui vont progressivement et inexorablement modifier la structure économique, sociale et politique de Cuba. Désormais, le rôle du marché, la propriété privée et les investissements étrangers (vitaux pour l'avenir de l'économie du pays) sont reconnus et intégrés à cette loi fondamentale, aux côtés de la propriété collective ou de la propriété commune, ainsi que de la planification de l'économie.

Le droit s'adapte à des évolutions qui produisent de nouvelles tensions au sein de la société cubaine. Son système politique, économique et social doit absorber l'introduction de réformes porteuses de logiques à terme antinomiques avec celles qui ont présidé à son organisation générale depuis la Révolution de 1959. D'un côté, étatisation et planification centralisée de l'ensemble des activités productives et sociales sous la direction du PCC, inexistence d'un marché libre de capitaux (économie « décapitalisée »), coexistence depuis 1994

d'un système de double monnaie et de plusieurs taux de change monétaires. La majorité des Cubains - employée par le secteur public - est payée en « peso cubano » - CUP - tandis que circule également le « peso convertible » - CUC-, indexé au dollar (1 pour 1, conversion au taux de change dollar/euro) et égal à 24 CUP. Initialement instituée en 1994 pendant la « *période spéciale en temps de paix* » (suite à l'effondrement de l'Union soviétique) pour lutter contre la dollarisation de l'économie, disposer d'une monnaie forte permettant d'acheter des produits et des services importés, notamment destinés à la consommation du secteur touristique, et favoriser l'entrée de devises, cette deuxième monnaie est désormais accessible à tous. Une offre de produits et de services importés est accessible et peut désormais se payer, dans de nombreux cas, dans les deux monnaies, mais au cours du CUC. **La circulation de ces deux monnaies produit de multiples distorsions sur le plan économique et social.** Elle pousse par exemple la population à travailler (légalement ou illégalement) en dehors du secteur étatique qui représente plus des deux tiers de l'emploi du pays. Dans ce dernier, les emplois sont très faiblement rémunérés tandis que l'État est censé prendre directement en charge nombre des besoins fondamentaux de chaque individu (alimentation - via le carnet d'approvisionnement « *Libreta* » -, éducation, santé, logement). En travaillant en dehors, chacun cherche à accéder à de l'argent - de la monnaie - (CUC ou CUP) pour acheter les biens de consommation et les services, nationaux et importés.

Ce double système monétaire conjugué à la pratique de différents taux de change dans l'économie monétaire et les comptes publics compliquent de surcroît tous les dispositifs de transactions financières et commerciales, accroissent significativement les délais de paiements de l'État aux entreprises et à ses fournisseurs et creusent également son endettement. En effet, l'État subventionne ses entreprises en leur permettant d'importer à un taux préférentiel de un dollar pour un peso cubain (CUP) de façon à préserver leur compétitivité et garantir un prix accessible des produits à la population. Cette situation déforme la lisibilité des comptes publics dont la fiabilité fait pourtant partie des critères pris en compte par les investisseurs internationaux (entreprises, marchés financiers, États, institutions internationales) lorsqu'ils souhaitent évaluer le calcul de leurs risques préalables à toute politique d'implantation dans l'économie d'un pays. C'est pourquoi l'« *unification monétaire* » - le CUC doit disparaître au profit d'un CUP harmonisé sur sa valeur - est présentée comme le chantier prioritaire des autorités cubaines depuis plusieurs années, sans qu'il ne se soit encore concrétisé. **Cette réforme est jugée par le gouvernement aussi impérieuse que complexe à mettre en place et porteuse de lourds risques sociaux.** En effet, unifier les deux monnaies impliquera une forte dévaluation du CUC qui impactera la rentabilité de certaines entreprises publiques et produira une forte inflation par le canal des importations essentiellement, ce qui pèsera significativement sur le pouvoir d'achat des ménages.

Dans un pays caractérisé par des structures économiques, politiques, sociales et culturelles qui correspondent à celles d'une économie centralisée, un mouvement de libéralisation des activités s'est pourtant bel et bien engagé depuis 2008. Et la croissance du secteur privé se poursuit. Selon les chiffres avancés par le ministère du Travail et de la Sécurité sociale, 1,4 million d'emplois proviendraient désormais du secteur privé (dont plus de 600 000 travailleurs à leur compte - « *cuentapropistas* » -, 13 % de la population active dans près

de 130 métiers reconnus par l'État) dans un pays qui compte près de 4,5 millions de travailleurs (3 millions employés par l'État)⁴. Pour sa part, le ministre de l'Économie et de la Planification (MEP), Alejandro Gil Fernández, a annoncé l'approbation par le gouvernement de douze nouveaux projets (construction, tourisme, logement, etc.) financés en 2019 par des investissements étrangers à hauteur d'environ 500 millions de dollars.⁵

Un débat se développe au sein des élites dirigeantes du pays pour évaluer jusqu'où libéraliser l'économie, à quel rythme et dans quelles proportions ? Comment ouvrir l'économie et attirer des capitaux internationaux sans remettre en cause les fondements de « l'État socialiste » et favoriser la montée en puissance de nouveaux groupes sociaux privilégiés liés au développement du secteur privé et financier - dont des fractions significatives de l'appareil d'État et militaire impliquées dans le commerce, les affaires et le tourisme - ? Sans que le développement de nouvelles inégalités sociales et la formation d'une nouvelle classe enrichie ne viennent remettre en cause un modèle social « égalitariste » ? Sans que les réformes engagées n'induisent à terme la nécessité d'un changement de modèle politique signifiant une possible fracturation et déstabilisation de sa classe dirigeante ?

Ces questions relatives à la gestion et à la nature de la transition en cours traversent les élites dirigeantes cubaines et révèlent l'existence d'une pluralité de sensibilités entre « pro-marché » et « étatistes », toutes instruites des expériences de transition passées issues des mondes communistes (Union soviétique, Chine, Vietnam).

L'avenir et l'orientation des évolutions en cours seront significativement déterminés par celles de ces débats internes au sein de la classe dirigeante cubaine.

LES ÉTATS-UNIS À L'OFFENSIVE

Les positions développées par le gouvernement de Miguel Diaz-Canel indiquent le point d'équilibre actuel de ces débats dans un contexte économique assombri par les conséquences de la crise économique et politique du Venezuela, principal partenaire de Cuba, et la relance de politiques hostiles de Washington à l'endroit de La Havane.

La crise vénézuélienne s'est traduite par un affaissement durable du soutien économique de Caracas à La Havane. Ainsi, depuis 2016, les livraisons quotidiennes de pétrole vénézuélien auraient baissé d'environ 40 %, passant de 100 000 barils par jour à 55-60 000 actuellement. Cette situation contribue à la détérioration de la vie économique quotidienne à Cuba (coupures d'électricité, pénuries de carburant ponctuelles, etc.). Mais également à une sévère perte de liquidités pour l'État. En effet, la baisse conjuguée des volumes et des prix du pétrole s'est traduite par une réduction pour Cuba de ses recettes liées à la présence - financée par le pétrole

⁴ Chiffres cités par l'agence indépendante ADN Cuba (9 juillet 2019) : <https://adncuba.com/noticias-de-cuba/economia/el-sector-privado-en-cuba-sobrepasa-los-600000-trabajadores>

⁵ Bilan du premier semestre économique présenté devant la troisième session ordinaire de l'Assemblée nationale, 13 juillet 2019, site du MEP : <https://www.mep.gob.cu/es/noticia/pese-restricciones-financieras-cuba-cumple-niveles-de-produccion-esenciales-en-primer>

vénézuélien - de ses nombreux coopérants médicaux au pays de la Révolution bolivarienne. Ces services médicaux (premier poste des exportations cubaines dans le monde) au Venezuela rapportaient - avant le pic de la crise du pays en 2015/2016 - en moyenne cinq milliards de dollars par an à l'Etat cubain (sur la quinzaine de milliards de liquidités qui entrent annuellement dans le pays). Avant sa crise, le Venezuela garantissait au total environ la moitié des liquidités en devise de Cuba.

À ce phénomène et aux carences du système économique centralisé s'ajoutent le poids des nouvelles « mesures restrictives unilatérales » et leur application extraterritoriale selon la terminologie de l'Union européenne (« mesures coercitives unilatérales » selon celle de Cuba et d'experts internationaux et « sanctions » selon celle de Washington) prises par l'administration de Donald Trump.

Toujours sous embargo depuis 1962 (« blocus » dans la terminologie du gouvernement), Cuba doit faire face, depuis le 2 mai 2019, à l'activation du titre III de la loi Helms-Burton⁶. Ce dernier prévoit que tout ressortissant américain - ou exilé cubain binational - puisse poursuivre devant les tribunaux fédéraux toute personne ou entité dans le monde se livrant à un « trafic » (« *trafficking* ») avec des biens nationalisés entre 1959 et 1961 (« *bien confisqué* » dans la terminologie du Département du Trésor) par la Révolution cubaine. Ainsi, n'importe quelle entreprise ou personne physique de n'importe quel pays commerçant aujourd'hui, ou ayant une activité financière sur le territoire cubain, plus précisément à l'emplacement d'une ancienne propriété américaine ou d'un ressortissant américain avant 1959, peut désormais faire l'objet de poursuites par un ressortissant américain devant la justice fédérale⁷.

La banque française Société Générale est visée par une plainte d'exilés cubains déposée le 9 juillet 2019 devant le tribunal de Miami. Ces derniers, descendants des propriétaires de la banque privée Banco Nunez (nationalisée en 1960), réclament au groupe 792 millions de dollars d'indemnités. D'autres plaintes ont été déposées depuis l'entrée en vigueur du titre III contre le groupe américain de croisière Carnival, des entreprises nationales cubaines liées au secteur du tourisme (CIMEX, Cuba Petróleo, Gaviota SA, Cubanacán, Grupo Hotelero Gran Caribe) et le site de voyage Trivago.

Selon John Kavulich, président du Conseil commercial et économique États-Unis /Cuba (U.S.-Cuba Trade and Economic Council), une trentaine de cibles (entreprises, investisseurs) dans 21 pays serait d'ores et déjà susceptible d'être visée⁸.

⁶ Régime de sanctions extraterritoriales adopté en 1996 durant le mandat du démocrate Bill Clinton sous le nom de Cuban Liberty and Democratic Solidarity (Libertad) Act of 1996.

⁷ Lors de la vague des nationalisations, le gouvernement cubain avait négocié des indemnisations pour toutes les entreprises et les ressortissants des pays étrangers concernés. Tous avaient accepté, à l'exception des États-Unis.

⁸ « Familia en Hialeah presenta demanda contra banco francés por propiedades confiscadas en Cuba », *El Nuevo Herald*, 11 juillet 2019, <https://www.elnuevoherald.com/noticias/mundo/america-latina/cuba-es/article232537917.html>

Au-delà de son impact concret (chaque plainte donnera lieu à de longs processus judiciaires et de négociations commerciales entre plaignants et entreprises internationales), **l'activation du titre III de la loi Helms-Burton pénalise d'ores et déjà le climat d'affaires à Cuba en insécurisant les investisseurs internationaux (entreprises et banques) - notamment françaises - qui freinent ou suspendent leur stratégie d'implantation et leurs projets en cours.**

Ce renforcement des mesures unilatérales contre Cuba est graduel depuis mars 2019 et vise plus particulièrement le secteur du tourisme. Interdiction de toute transaction financière et commerciale avec une entreprise cubaine liée à l'armée (cette dernière détient plusieurs des entreprises clés du secteur touristique), sanctions contre deux compagnies maritimes et 34 bateaux de transport du pétrole vénézuélien vers Cuba (5 avril 2019), réduction de la durée des visas touristiques « B2 » à trois mois avec une seule entrée possible sur le territoire des États-Unis pour les Cubains désirant s'y rendre (contre cinq ans avec possibilité d'allers-retours auparavant), réduction des transferts de fonds (« *remesas* ») autorisés (1000 dollars par trimestre), interdiction des voyages de groupe pour les ressortissants américains et des croisières maritimes vers Cuba (5 juin 2019), intégration du pays à la liste noire des États-Unis sur les trafics humains (20 juin 2019), l'arsenal de Washington se déploie contre La Havane. Cuba est accusé de soutenir Nicolas Maduro au Venezuela, de pratiquer de l'ingérence politique et militaire, d'altérer la démocratie et de « cubaniser » ce pays pour lequel Washington souhaite un changement de régime au profit de Juan Guaido, président de l'Assemblée nationale que les États-Unis reconnaissent depuis le 23 janvier 2019 comme « président légitime » avec une cinquantaine de pays (Allemagne, Argentine, Brésil, Canada, Chili, Espagne, France, Grande-Bretagne, etc.).

Entre 2014 (début du processus de normalisation des relations entre Cuba et les États-Unis entamé par Raul Castro et Barack Obama) et 2018, le tourisme est devenu le deuxième secteur d'activité économique de Cuba. Plus de 4,7 millions de touristes ont afflué à Cuba en 2018 contre 3 millions en 2014. Le secteur génère des revenus estimés à plus de 3 milliards de dollars (2018). Il représente également plus de 110 000 emplois directs et entraîne le secteur de la construction, du logement et des télécommunications (développement de l'informatisation et d'internet).

Les mesures unilatérales prises par Washington réduiront, selon le ministère du Tourisme, de 10 % le nombre de touristes en 2019 (4, 3 millions) tandis que le gouvernement espérait atteindre le chiffre de 5,1 millions en cette année de commémoration des 500 ans de la fondation de La Havane⁹.

Cuba, le Nicaragua et le Venezuela sont devenus des questions de politique intérieure pour Donald Trump et son administration. Ils font désormais indissociablement partie d'une « *troïka de la tyrannie* » dénoncée par John Bolton, conseiller à la sécurité nationale du président.

⁹ « La actividad turística en Cuba continuará con paso ascendente a pesar del bloqueo », *Granma*, 11 juillet 2019, <http://www.granma.cu/cuba/2019-07-11/la-actividad-turistica-en-cuba-continuara-con-paso-ascendente-a-pesar-del-bloqueo-11-07-2019-22-07-59>

Il s'agit pour ce dernier d'éradiquer le « *socialisme* » et les « *dictatures* » dans l'Hémisphère continental (le continent américain dans le langage de Washington), si possible avant l'élection présidentielle de 2020.

Face à cette situation générale, le gouvernement de Miguel Diaz-Canel prône la dénonciation et la lutte contre le « *blocus* » des États-Unis qui empêche le développement de Cuba et viole le droit international. Mais il exhorte également le pays à lutter contre le « *blocus interne* »¹⁰ qui bride l'économie nationale. Et le président cubain de dénoncer l'endettement croissant du pays, l'insuffisance des revenus issus des exportations (services de santé notamment), la culture importatrice du pays qui grève l'esprit d'initiative, la bureaucratisation, la corruption (dans le secteur public et privé – travail au noir, surfacturation, non-paiement de l'impôt, etc.). Améliorer les services publics (contrôles administratifs et de l'utilisation des ressources, assainissement de la comptabilité nationale et des chaînes de paiement de l'État), augmenter les exportations, stimuler la production nationale par la substitution des importations sur des segments ciblés (alimentation, logement, etc.), moderniser le système bancaire constituent les orientations affirmées.

Une série de mesures sera dévoilée tout au long de l'année pour leur mise en œuvre. **Cette dernière se heurtera aux faiblesses structurelles de l'économie cubaine** (manque de productivité, d'incitations, d'investissements de l'Etat – situation aggravée dans le contexte de l'embargo et du renforcement actuel des mesures unilatérales américaines qui vont décourager les IDE -, etc.). Mais d'ores et déjà, le gouvernement a décidé des hausses de salaire pour toutes les personnes payées directement par l'Etat (pouvant aller jusqu'à quatre ou cinq fois les traitements actuels selon les métiers)¹¹ et une augmentation des pensions de retraite. Près de 3 millions de Cubains seraient immédiatement concernés. Au travers de cette réforme, l'Etat vise notamment à **augmenter le pouvoir d'achat** d'une tranche de la population cubaine en orientant les dépenses vers des secteurs de production nationale tels que les produits agricoles, touristiques et informatiques. La revalorisation à la hausse des salaires pourrait être un vecteur de relance de l'économie via l'augmentation de la consommation. Le succès de cette politique d'inspiration keynésienne restera cependant fortement conditionné aux capacités de l'offre nationale à répondre à la hausse de la demande et suppose que celle-ci ne s'adresse pas aux seuls biens d'importations, ce qui semble difficile puisque 80% des biens d'alimentation sont importés.

Ces mesures seront précisées et complétées dans les mois à venir. Elles sont présentées comme devant préparer la réforme d'unification monétaire.

Si la question économique constitue le défi central pour l'avenir de Cuba, cette dernière est indissociablement corrélée à l'évolution des rapports du pays avec les États-Unis.

¹⁰ Discours devant l'Assemblée nationale des économistes et comptables, 17 juin 2019.

¹¹ Sont ainsi concernés tous les travailleurs du « secteur budgétisé » (« sector presupuestado »), c'est-à-dire les fonctionnaires de l'administration publique, les travailleurs des secteurs de la santé, de l'éducation, du monde de la culture et du sport, etc.

Dans ce contexte, les évolutions dans deux dossiers régionaux seront déterminantes. **La diplomatie cubaine s'est mobilisée discrètement depuis plusieurs mois pour que puisse démarrer un processus de médiation, dont l'issue reste à ce jour incertaine, entre le gouvernement vénézuélien et son opposition sous les auspices de la Norvège. C'est à La Havane que les premiers contacts entre toutes les parties et leurs relais diplomatiques internationaux ont eu lieu.**

En Colombie, l'avenir fragile des accords de paix entre l'État et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) d'une part, et les négociations rompues le 7 août 2018 entre l'État et l'Armée de libération nationale (ELN) d'autre part, constituent un autre motif de préoccupation pour Cuba. Le pays a joué un rôle clé dans ces deux processus de négociation en les accueillant intégralement ou partiellement et en étant l'un de leurs garants. Le nouveau gouvernement colombien dirigé par Ivan Duque réclame désormais l'arrestation et l'extradition des négociateurs de l'ELN toujours présents à La Havane. Cuba refuse au nom du respect des clauses prévues dans le protocole des négociations en cas de rupture de ces dernières qui interdisent précisément les extraditions. La Norvège, également pays garant dans ce processus en souffrance, soutient La Havane.

Cuba s'expose ainsi à la possibilité que les États-Unis, comme le réclament des élus républicains du Congrès et certains secteurs de la droite colombienne, la réintègrent dans leur liste noire des États « soutenant le terrorisme » (liste dont elle avait été retirée en 2015).

Les espoirs suscités par l'administration Obama ont été supplantés par un retour à une rhétorique plus conservatrice avec Donald Trump. Si l'isolement de Cuba fut atténué au début des années 2000 grâce au partenariat noué avec le Venezuela, prospère alors, d'Hugo Chavez, la dépendance profonde de Cuba à son allié est aujourd'hui problématique.

Ainsi, dans son contexte régional, « l'actualisation » du modèle démarrée en 2008 n'a pas encore produit le niveau de croissance nécessaire au pays pour entamer un réel processus de développement. Avec 2% de croissance moyenne sur la période 2008-2018 (au lieu des 5% prônés par le programme de réforme initial), Cuba est aujourd'hui confronté à toute une série de défis structurels aussi bien économiques, que politiques et sociétaux, qui rendent la transition particulièrement difficile. Et ce, tandis que **le bras de fer entre le pays et les États-Unis constituera l'un des enjeux de la prochaine campagne présidentielle américaine.** Ce rapport de forces concerne désormais, du fait des implications du titre III de la loi Helms-Burton et de sa dimension extraterritoriale, de nombreux pays dans le monde et singulièrement ceux de l'Union européenne. ■

CUBA : une transition entre défi économique, hostilité des États-Unis et incertitudes régionales

PAR

CHRISTOPHE VENTURA / DIRECTEUR DE RECHERCHE À L'IRIS

SEPTEMBRE 2019

NOTE DE CONJONCTURE RÉALISÉE PAR L'IRIS POUR LE COMPTE DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

LES ANALYSES ET CONCLUSIONS DE CETTE NOTE SONT FORMULÉES SOUS LA RESPONSABILITÉ DE SON AUTEUR. ELLES NE REFLÈTENT PAS NÉCESSAIREMENT LE POINT DE VUE DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT.

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org